

REÇU A LA PRÉFECTURE 3 1 DEC. 2003

Pôle Solidarité
Service Tarification
des Etablissements Sociaux

ARRETE 2003 - 004 70 Mar, le PSOL 29 DEC. 2003

portant fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2004 de la section Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local de MASEVAUX

VU le Code de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU la loi n°2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment les articles L 232-8 II et 5 du titre II « Dispositions transitoires et diverses » :

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23 ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU les propositions de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1er:

Les Prix de Journée hébergement et dépendance applicables à la section Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local de MASEVAUX sont fixés à compter du le janvier 2004, à :

Hébergement:

Résidents âgés de plus de 60 ans : 45,84 Euros Résidents âgés de moins de 60 ans : 60,27 Euros

Dépendance :

Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1-2 : 15,60 Euros	GIR 1-2: 11,40 Euros
GIR 3-4: 9,90 Euros	GIR 3-4: 5,70 Euros
GIR 5-6: 4,20 Euros	GIR 5-6 : Néant

Le montant de la dotation globale versée à l'établissement est arrêté à :

160 141,05 Euros

ARTICLE 2:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

ARTICLE 3:

Le Directeur Général des Services du Département et le Directeur de la Solidarité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

DÉPARTEL : L'UNITRUM / SYE QUI EXÉCUTOIRE

Pour le Prédet du Conseil délégation
Le Directeur Chineral Adjoint
charge du Pôle Solidarité

Philippe JAMET

LE PRESIDENT

Constant Goen

Pour copie conforme COLMAR, le _ 6 JAN. 2004

Pour le Président par délégation

Le Directeur Pour le Directeur Le Chef de Service

Sophie DINTINGER

2/2